

Système fiscal, protection sociale et politique de redistribution au Maroc: Une revue de littérature systématique

Abdeslam BOUDHAR

Enseignant chercheur

Laboratoire des Etudes et des Recherches en Sciences Economiques et Gestion (LERSEG), Faculté Polydisciplinaire, Université Sultan Moulay

Slimane, Beni Mellal

0661246483

a.aboudhar@usms.ma

Safaa MHATCHAN

Doctorante en sciences économiques et gestion

Laboratoire des Etudes et des Recherches en Sciences Economiques et Gestion (LERSEG), Faculté Polydisciplinaire, Université Sultan Moulay

Slimane, Beni Mellal

0693437931

safaa.mhatchan@gmail.com

Résumé

Système fiscal, protection sociale et politique de redistribution au Maroc : Une revue de littérature systématique

La justice sociale et la répartition équitable des richesses constitue une condition nécessaire pour assurer un développement économique qui favorise l'amélioration du niveau de vie des populations. Toutefois, la répartition des revenus qui découle des mécanismes du marché est à l'origine d'inégalités et injustices croissantes.

Par conséquent, la redistribution de la richesse à travers une politique fiscale équitable et la généralisation de la protection sociale s'impose comme une nécessité impérieuse pour atténuer et corriger les inégalités de la répartition primaire.

Cet article a pour objectif d'étudier l'impact de la politique fiscale et de la généralisation de la protection sociale sur l'amélioration de la politique de redistribution au Maroc. Il tente de répondre à la question de savoir dans quelle mesure le système fiscal et la généralisation de la protection sociale contribuent-elles à l'amélioration de la politique de redistribution au Maroc ?

La méthode adoptée dans ce travail consiste à élaborer une revue de littérature systématique en vue de confronter les résultats des différents travaux scientifiques portant sur la question de la redistribution à la réalité marocaine.

Les premiers résultats permettent de confirmer que les réformes mises en place au Maroc au niveau du système fiscal et de la protection sociale sont à même d'améliorer la politique de redistribution et d'instaurer une justice sociale.

Mots-clés : Justice sociale, Inégalités sociales, Politique de redistribution, Système fiscal, Protection sociale

Abstract

Tax system, social protection and redistribution policy in Morocco : A systematic literature review

Social justice and the equitable distribution of wealth is a necessary condition for ensuring economic development that promotes the improvement of the standard of living of the populations. However, the distribution of income resulting from market mechanisms is at the root of growing inequalities and injustices.

Consequently, the redistribution of wealth through a fair tax policy and the generalization of social protection is an imperative necessity to attenuate and correct the inequalities of the primary distribution.

This article aims to study the impact of tax policy and the generalization of social protection on the improvement of the redistribution policy in Morocco. It tries to answer the question to what extent do the tax system and the generalization of

social protection contribute to the improvement of the redistribution policy in Morocco ?

The method adopted in this work consists in developing a systematic literature review in order to compare the results of the various scientific works on the question of redistribution with the Moroccan reality.

The first results confirm that the reforms implemented in the tax system and social protection in Morocco are able to improve the redistribution policy and establish social justice.

Keywords : Social justice, Social inequalities, Redistribution policy, Tax system, Social protection

الملخص

النظام الضريبي، الحماية الاجتماعية وسياسة إعادة التوزيع في المغرب: دراسة تحليلية للأعمال

المنجزة

تعتبر العدالة الاجتماعية والتوزيع العادل للثروة شرطا ضروريا لضمان التنمية الاقتصادية التي تمكن من تحسين مستوى معيشة السكان. ومع ذلك، فإن توزيع الدخل الناتج عن اقتصاد السوق يعد سببا لتزايد التفاوتات وعدم المساواة. وبالتالي، فإن إعادة توزيع الثروة من خلال سياسة ضريبية عادلة وتعميم الحماية الاجتماعية تعد ضرورة ملحة لتخفيف وتصحيح اختلالات التوزيع الأولي الغير العادل.

يهدف هذا المقال لدراسة تأثير كل من السياسة الضريبية وتعميم الحماية الاجتماعية على سياسة إعادة التوزيع في المغرب. وذلك بالإجابة على السؤال التالي، إلى أي مدى يساهم النظام الضريبي وتعميم الحماية الاجتماعية في تحسين أداء سياسة إعادة التوزيع في المغرب؟

يتبنى هذا العمل منهجية علمية تقوم على تحليل الدراسات العلمية المنجزة التي تعالج اشكالية إعادة التوزيع بهدف مقارنة نتائج مختلف الأعمال العلمية وتطبيقها على الواقع المغربي. تبين النتائج الأولية لهذا المقال أن الإصلاحات المتعلقة بالنظام الضريبي والحماية الاجتماعية بالمغرب ستمكن من تحسين أداء سياسة إعادة التوزيع وإرساء العدالة الاجتماعية.

الكلمات المفتاحية: العدالة الاجتماعية، التفاوتات الاجتماعية، سياسة إعادة التوزيع، النظام الضريبي، الحماية الاجتماعية.

Introduction

La justice sociale et la répartition équitable des richesses constitue une condition nécessaire pour assurer un développement économique qui favorise l'amélioration du niveau de vie des populations.

Toutefois, la répartition primaire des richesses qui découle des mécanismes du marché dans les économies capitalistes est à l'origine d'inégalités et injustices croissantes. D'où la nécessité d'une politique de redistribution pour remédier aux effets des inégalités, à travers la mise en œuvre d'un système fiscal qui prône l'équité entre les contribuables, et la mise en place d'une politique de protection sociale.

Par conséquent, la redistribution de la richesse, qui représente l'une des fonctions principales de l'Etat et qui soulève la question de l'efficacité de l'Etat dans l'économie, s'impose comme une nécessité impérieuse pour atténuer et corriger les inégalités de la répartition primaire des revenus qui découle des mécanismes du marché.

A l'instar des autres pays du monde, le Maroc a mis en place une panoplie de mesures visant l'amélioration de sa politique de redistribution. Il s'agit notamment de la réforme fiscale en vue d'instaurer une équité fiscale et la généralisation de la protection sociale dans le but de répartir équitablement les fruits de la croissance économique à travers la mise en place d'un système de prévoyance social qui permet l'accès de toute la population aux services de base.

Conscient de la nécessité et l'ampleur de l'instrument fiscal et de la protection sociale, aussi bien sur le court, moyen et long terme, le Maroc affirme la nécessité de réussir le défi d'établir un environnement fiscal et social aussi rationnel, profond, que pragmatique, pour pouvoir effectuer des évolutions importantes. Dans ce cadre, l'année 2021 est marquée par le lancement des réformes sociétales et fiscales afin d'assurer aux citoyennes et citoyens marocains une couverture générale à toutes les étapes de leur cycle de vie.

A la lumière de ces réformes, la question qui se pose est la suivante : Dans quelle mesure le système fiscal et la généralisation de la protection sociale contribuent-elles à l'amélioration de la politique de redistribution au Maroc ?

La méthode adoptée dans ce travail consiste à élaborer une revue de littérature systématique en vue de présenter une analyse critique des différents travaux scientifiques portant sur la question de la redistribution. Cette méthode va nous permettre non seulement de passer en revue les différents travaux scientifiques qui portent sur la question de la redistribution, mais également de faire une analyse critique de ces travaux et de les confronter à la réalité marocaine en matière de réforme fiscale, notamment la mise en place de la contribution professionnelle unique, et la généralisation de la couverture sociale, dans l'objectif d'établir une évaluation *a priori* de ces politiques publiques d'envergure.

L'objectif de cet article consiste à étudier l'impact de la politique fiscale et de la généralisation de la protection sociale sur l'amélioration de la politique de

redistribution au Maroc. Nous présenterons, dans une première partie, une revue de littérature systématique sur la politique de redistribution. Dans une deuxième partie, nous procéderons, à la lumière des réponses données par les théoriciens et chercheurs, de mener une réflexion sur l'impact du système fiscal et la généralisation de la protection sociale sur la qualité de la politique de redistribution au Maroc.

1. Revue de littérature : cadre conceptuel et théorique de la politique de redistribution

La redistribution est l'ensemble des opérations effectuée par l'Etat dans l'objectif de corriger les inégalités et les injustices qui découlent de la répartition primaire des revenus. Les mécanismes de la redistribution consistent dans les politiques publiques qui permettent de modifier la répartition primaire des revenus en vue d'une meilleure allocation des ressources.

Dans ce premier axe, nous allons passer en revue les différentes théories, ainsi que les différents travaux scientifiques qui traitent de la problématique de l'impact du système fiscal et de la protection sociale sur l'efficacité de la politique de redistribution.

1.1. La politique de redistribution

La redistribution de la richesse représente l'une des fonctions principales de l'Etat qui s'impose comme une nécessité impérieuse pour atténuer et corriger les inégalités de la répartition primaire des revenus qui découle des mécanismes du marché.

La répartition des richesses et la justice sociale soulèvent la question de l'efficacité du marché et le rôle de l'Etat dans l'économie. Face à l'exacerbation des inégalités sociales, les recettes du néolibéralisme ont cédé la place aux recommandations de John Maynard Keynes pour mettre en place de nouvelles formes d'intervention de l'Etat, notamment sur le plan économique. Ceci a pour conséquence, la relance de l'économie, et également une redistribution efficace qui corrige les inégalités engendrées par le marché.

1.1.1. Origine et évolution du concept de redistribution

La question de la répartition de la richesse soulève des débats controversés depuis l'époque des philosophes grecs. En effet, la cité idéale conçue par Platon est de complète égalité dans laquelle la propriété privée n'est prévue que pour la classe des artisans et agriculteurs. Pour Aristote, les citoyens ne sont pas égaux en fortune et il est nécessaire de maintenir la propriété privée tout en admettant qu'une partie de la propriété devrait être collective donc les produits sont gérés par l'Etat pour assurer une justice redistributive.

Les mercantilistes, notamment William Petty, ont développé une pensée relative à l'intervention de l'Etat dans l'économie et la correction nécessaire par l'intervention de l'Etat en cas de déséquilibre considèrent que des corrections sont nécessaires par l'intervention de l'Etat en cas de déséquilibre.

Les économistes libéraux ont développé une pensée économique basée sur la création et la répartition de la richesse. Pour les économistes libéraux, la répartition est assurée par les mécanismes de marché et l'Etat ne doit pas intervenir dans l'économie.

La grande crise économique de 1929 a marqué la limite des recettes libérales quant au fonctionnement de l'économie. Les travaux effectués par John Maynard Keynes pour l'explication de cette crise ont débouché sur le rôle capital de l'Etat dans l'économie en vue d'assurer des fonctions de relance économique et de redistribution des richesses.

Les inégalités sociales sont le résultat d'une distribution primaire inégale des ressources au sein d'une société, le débat sur les inégalités met l'accent sur les disparités en termes de répartition des revenus. En effet, l'inégalité sociale est une problématique majeure qui influence l'ensemble des pays quoiqu'à des rythmes différenciés, quel que soit leur niveau de développement économique. La montée des inégalités est une tendance structurelle dont l'ampleur s'est accélérée depuis le début du siècle dernier, dans les pays occidentaux, le 1 % le plus riche percevait environ 20 % du revenu global avant impôts selon les données de la World Inequality Database. C'est pourquoi les autorités publiques décident en général de procéder à une correction de cette répartition primaire par le biais de la politique de redistribution.

La redistribution est définie comme « l'ensemble des opérations par l'intermédiaire desquelles une partie des revenus est prélevée sur certains agents économiques ou catégories sociales pour être reversée au bénéfice d'autres »¹. C'est donc une pratique collective, qui nécessite l'intervention du pouvoir politique pour décider qui doit donner et qui peut recevoir. Elle est justifiée par la solidarité, démarche éthique qui considère l'individu comme élément d'un groupe social auquel il a le devoir de contribuer à l'atténuation des inégalités sociales.

La redistribution est l'ensemble des opérations qui visent à modifier la répartition primaire des revenus. Le mécanisme de la redistribution peut se décomposer en deux temps :

- des prélèvements obligatoires effectués par l'État sur certains agents économiques (impôts et cotisations sociales) ;
- le versement à d'autres individus ou aux mêmes individus, par les administrations publiques, de revenus de transferts (prestations sociales en espèces ou en nature) ou de services non marchands.

Deux formes de redistribution sont en outre à distinguer. La première forme concerne la redistribution horizontale qui s'effectue entre les personnes ayant à supporter un risque social donné et celles qui en sont exemptes : entre actifs et retraités, entre salariés et chômeurs, entre bien portants et malades, entre personnes sans enfants et chargées de famille, entre personnes jouissant de leur autonomie et personnes handicapées ou dépendantes. La seconde forme porte sur

¹ Pierre-Marie Combe et Pierre-Marie Cusset (1974), Petit vocabulaire économique

la redistribution verticale qui concerne les transferts de revenus opérés des catégories les plus aisées vers les plus pauvres de la population. Elle se mesure en comparant la distribution des niveaux de vie avant et après les prélèvements et transferts.

La redistribution est présente dans les États-providence que dans les pays les plus libéraux. Conformément aux principes du libéralisme, la régulation du marché est la meilleure modalité de gestion de l'économie, et l'État ne se contente que de maintenir les conditions primordiales de la vie d'une société.

Dès lors, L'État providence appelé aussi État social, ou État de bien-être est apparu pour faire face au diagramme libéral dominant au XIX^{ème} siècle. En effet, l'État-providence présente d'une manière large l'ensemble des interventions économiques et sociales d'un État, et de façon plus restrictive, il est employé pour parler de l'intervention active d'un État en matière sociale et donc en particulier de son système de protection sociale destiné à couvrir les risques en matière de maladie, de chômage, de retraite, de vieillesse....

Ce mode d'organisation économique ne cherche en aucun cas à redistribuer la totalité des moyens de production et à détruire le système de droit de propriété individuel caractérisant le mode de production capitaliste². Toutefois, l'État-providence ne voit pas dans la détention privée des moyens de production un problème fondamental. Le fait particulier qui caractérise l'État-providence est l'existence conjointe du capitalisme et de mesures redistributives.

1.1.2. Les principaux outils de mesure des inégalités

L'ampleur de la redistribution est mesurée en comparant les inégalités de revenu entre ménages avant et après la mise en œuvre des instruments de redistribution. En effet, deux grands types de méthodes s'offrent aux statisticiens pour établir des échelles de mesure des inégalités. L'une consiste à comparer des moyennes relatives aux groupes considérés, et l'on parle de disparités. L'autre découle de l'analyse des répartitions des unités observées en fonction du critère étudié, analyse qui conduit à des critères de dispersion et de concentration.

- La mesure de disparité

La disparité mesure les écarts entre les valeurs d'une variable. Ces écarts peuvent être exprimés en valeur absolue c'est à dire en unités quelconques ou en valeur relative généralement sous la forme d'un coefficient multiplicateur, d'un indice ou d'un pourcentage.

- La mesure de dispersion

La dispersion d'une série statistique s'intéresse à l'étendue des écarts entre les valeurs extrêmes d'une série. Cependant, les valeurs maximales et minimales sont souvent exceptionnelles et donc peu représentatives. Pour contourner cette difficulté, la population est alors divisée en un nombre défini de groupes de tailles égales délimitées par certaines valeurs de la variable étudiée les quantiles. (Il s'agit

² Mathieu Lefèbvre, Pierre Pestieau(2017), « L'État-providence : Défense et illustration », Presses Universitaires de France

de quartiles si la population est répartie en quatre groupes, de quintiles si la population est divisée en cinq groupes, de déciles en dix groupes, et de centiles en cent groupes).

- La mesure de concentration

Contrairement aux calculs de disparités et de dispersion, les mesures de concentration cherchent à évaluer les inégalités en prenant en compte l'ensemble des valeurs que prend la variable dans la population étudiée en combinant une représentation graphique, la courbe de Lorenz, et un indicateur statistique, le coefficient de Gini :

-La représentation graphique de la dispersion et de la concentration ou la courbe de Lorenz : La courbe de Lorenz, du nom de son inventeur, est une représentation graphique permettant de visualiser la distribution d'une variable (actif, patrimoine, revenu, etc.) au sein d'une population. Plus précisément, elle permet de représenter la fonction de répartition qui associe à chaque fractile de population la part de richesse détenue par celui-ci.

Lorsque la courbe de Lorenz est utilisée pour représenter la répartition des revenus au sein d'une population, cette dernière est généralement découpée en dix fractiles. On parle alors de décile de population. Le premier décile représente les 10 % de la population les plus modestes, le second décile les 20 % les plus modestes, etc.

-Un indicateur statistique de la concentration ou l'indice de Gini : L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une variable et sur une population donnée. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité extrême). Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où la variable prend une valeur identique sur l'ensemble de la population. À l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, où la variable vaut 0 sur toute la population à l'exception d'un seul individu.

Les aspects positifs ou négatifs des principaux indicateurs affirment qu'ils sont complémentaires, et qu'il est préférable de les utiliser conjointement.

Les instruments étudiés s'appliquent d'ailleurs à bien d'autres variables que le revenu. Il suffit que les unités statistiques puissent être classées par ordre croissant selon un critère.

1.2. Les instruments de la politique de redistribution

Garantir une meilleure politique de redistribution constitue l'un des objectifs fondamentaux de toute puissance publique. La volonté de garantir une répartition équitable des richesses se justifie par le fait que de fortes inégalités ou de forts taux de pauvreté exercent d'importantes externalités négatives sur la collectivité dans son ensemble (criminalité, conflits sociaux et violences, faible niveau de santé d'une partie de la population, etc.).

L'économie publique s'intéresse moins aux justifications des politiques redistributives qu'au choix des outils les plus adaptés pour atteindre un niveau de

redistribution jugé socialement désirable³. Cette analyse positive des politiques de redistribution est importante car elle permet de comprendre que tous les outils ne sont pas également efficaces pour atteindre cet objectif et que, même avec les meilleurs outils, toutes les redistributions socialement désirables ne sont pas nécessairement réalisables.

Dans ce sens, pour mener à bien une politique de redistribution des revenus qui couvre les individus contre les risques sociaux, les pouvoirs publics peuvent agir sur trois instruments principaux : le système fiscal, la protection sociale et les services publics.

1.2.1. Le système fiscal comme outil de redistribution

La fiscalité consiste pour l'Etat la principale source de recettes financières pour financer les dépenses publiques. Ainsi, et comme l'affirme Georges Clémenceau (1841-1929), il n'existe pas d'Etat sans fiscalité⁴. En effet, dès le Moyen Âge, la collecte des impôts est indispensable pour financer les armées de défense ou de conquête, et au fil de l'histoire, les besoins se diversifient et les impôts augmentent. En effet, la fiscalité regroupe l'ensemble des impôts et des taxes perçus par une collectivité publique dans l'objectif de corriger les inégalités sociales. Toutefois chaque type d'impôt a un impact particulier sur la justice sociale.

- Impôts forfaitaire : il consiste à prélever un même montant à chaque contribuable, ce type d'impôt ne tient pas compte des inégalités de niveaux de vie. Certes, il ne change pas les écarts absolus de revenus mais il augmente les écarts relatifs de revenus. En d'autres termes, l'impact sur la justice sociale est neutre en termes absolus et négatif en termes relatifs.

- Impôts proportionnel : il consiste à prélever une part identique à chaque contribuable. Il demande ainsi un effort plus important en termes monétaires aux contribuables dès l'instant où leur revenu s'accroît. Ce type d'impôt diminue les écarts absolus et conserve les écarts relatifs de revenus. Néanmoins, l'impôt proportionnel demande un effort identique par rapport aux taxes sur les biens de consommation puisque les plus modestes consomment proportionnellement une part plus importante de leurs revenus que les plus aisés. Dans ce cas, il est considéré comme un impôt injuste car il accentue les inégalités (impôt régressif).

- Impôts progressif : il consiste à prélever une part croissante des revenus, le taux de prélèvement augmente avec la valeur de l'assiette taxée. Il est considéré comme l'impôt le plus juste pour réduire les inégalités sociales puisqu'il diminue à la fois l'écart absolu et l'écart relatif des revenus compte tenu de l'effort contributif plus élevé demandé aux contribuables lorsque leurs revenus augmentent.

Après cette distinction, la progressivité permet donc de resserrer l'éventail des revenus en réduisant l'écart absolu et relatif entre les différentes catégories de

³ Brice Magdalou (2020), « Quels déterminants aux préférences pour la redistribution ? », Revue française d'économie 2020/1 (Vol. XXXV), PP : 51 - 9

⁴ Georges CLEMENCEAU (1841-1929), cité par Stéphane Bern, « Secrets d'histoire », mars 2018

revenu, de limiter les capacités d'accumulation du capital des personnes les plus fortunés, d'augmenter l'utilité marginale pour les bas revenus que les hauts revenus et de participer à la justice sociale. En effet, assurer une justice sociale est relative comme toute justice, elle dépend des conceptions idéologiques et politiques et varie selon les circonstances⁵.

La justice fiscale, quant à elle, requiert la conformité des principes et des conditions d'application du système fiscal aux normes éthico-politiques reconnues comme valables dans une société donnée. Une des normes dominantes des sociétés contemporaines est celle d'égalité, cette dernière implique l'universalité de l'impôt, la proportionnalité aux facultés contributives et la non-discrimination. Le débat autour de la justice fiscale donne naissance à une réflexion sur le principe général qui oriente le partage de l'impôt entre les contribuables⁶. Deux conceptions s'opposent, notamment :

- La doctrine du bénéfice : élaborée par deux auteurs mercantilistes HOBBS ET LOCKE. Selon cette doctrine, il est nécessaire d'avoir une équivalence entre la charge fiscale supportée par les redevables et les avantages qu'ils retirent de l'activité publique.

- La doctrine des facultés contributives : s'est développée avec l'utilitarisme classique. Cette doctrine affirme que la prise en considération des capacités contributives implique que les prélèvements doivent être proportionnés, dans une mesure qu'il faut déterminer, aux facultés des contribuables appréhendées à partir de leurs revenus, de leur fortune, ou de leur consommation.

1.2.2. La protection sociale comme instrument de réduction des inégalités sociales

Plusieurs pays ont mis en place un système de protection sociale à partir de la fin du 19^{ème} siècle, ce système participe au développement de « l'Etat providence ». En effet, le développement économique et l'évolution des rapports sociaux exigent que l'Etat doit remplir la fonction de régulateur social pour répondre efficacement aux inégalités sociales.

La protection sociale est considérée comme un outil fondamental de réduction des inégalités de situation, moyennant des mécanismes de prévoyance collective, qui permettent aux individus de faire face aux conséquences financières des risques sociaux qui provoquent soit une hausse des dépenses ou une baisse des ressources. La protection sociale repose sur le financement de deux types de prestations à savoir :

- Prestations sociales ou revenus de transfert : il s'agit des prestations versées directement aux ménages par les organismes de la protection sociale, elles permettent de faire face à une baisse des revenus ou un accroissement de

⁵ Piketty Thomas (2019), « Capital et idéologie », Le Seuil, Paris

⁶ Jean-Marie Monnier (2012), « La justice fiscale entre tensions et débats ». Pouvoirs Locaux : les cahiers de la décentralisation / Institut de la décentralisation, Institut de la décentralisation, pp.54-58

certaines dépenses. Ces prestations peuvent se présenter sous une forme monétaire ou en nature.

- Prestations de services sociaux : il s'agit de services collectifs non marchands fournis par les administrations publiques est financés par des prélèvements obligatoires qui permettent un accès gratuit ou à tarif réduit à un service

L'accès à la protection sociale dépend du type de logique mise en œuvre, on distingue généralement deux types de logiques de protection sociale :

- La logique d'assurance ou (prestations contributives) : est héritée des lois proposées par le chancelier Otto Von Bismarck⁷ entre 1883 et 1889. Les salariés versent des cotisations sociales correspondant à leur niveau de revenu et obtiennent ainsi des droits à prestations si certains risques surviennent. Cette logique s'appuie plutôt sur une redistribution horizontale et un transfert des revenus entre ménages qui ont éventuellement les mêmes niveaux de vie avant redistribution mais qui sont de compositions différentes.

- La logique d'assistance (prestations non contributives) : hérité pendant la seconde guerre mondiale en Angleterre par William Beveridge⁸. C'est un système universaliste de protection sociale, financé par l'impôt et qui repose sur l'égalité de tous face à la protection sociale, en fonction des besoins. Cette logique d'assistance relève plutôt d'une redistribution verticale car elle s'opère des individus qui sont les mieux dotés vers ceux qui n'ont pas ou peu de ressources.

En effet, les modalités pour atteindre la cohésion sociale diffèrent d'un pays à l'autre, mais l'objectif est le même. L'économiste et sociologue Esping-Andersen⁹, affirme qu'« il n'existe pas une forme unique d'État-providence, mais trois types ou régimes d'État-providence, dotés chacun de sa propre logique d'organisation, de stratification et d'intégration sociale. Ces régimes sont issus de l'influence de forces historiques et ont suivi des trajectoires différenciées », le critère principal de différenciation entre les trois modèles est le niveau d'indépendance du régime de protection sociale par rapport au marché à savoir :

- Le modèle libéral : se limite aux plus démunis et n'intervient qu'en complément du marché dans l'allocation des ressources.

- Le modèle social-démocrate : caractérisé par un niveau élevé de protection sociale qui couvre la totalité de la population, indépendamment de la situation des individus sur le marché du travail ou de leur situation familiale.

- Le modèle corporatiste-conservateur : assure une protection sociale aux individus ayant cotisé, et les aides accordées sont relativement importantes mais dépendent du revenu antérieur.

⁷ **Philippe Mossé,(2017)**, « Bismarck et Beveridge : des prototypes aux archétypes », Après-demain 2017/2 (N° 42, NF), pages 12 à 14

⁸ **William Beveridge**, « Full employment in a free society », « Du travail pour tous dans une société libre », Domat Monschrétien, 1945, 459 p

⁹ **Gosta Esping-Andersen (1990)**, « Les trois mondes de l'État-providence », édition originale, PUF, 2007

En conséquence, Esping-Andersen affirme que l'histoire sociale, économique et politique des États a fortement contribué à les façonner, à dresser leur contour et les modalités d'intervention, si bien qu'on ne peut aujourd'hui parler de modèle unique mais bien d'une pluralité d'États providence.

1.2.3. Les services collectifs et la redistribution des revenus

L'une des modalités d'intervention de l'Etat-providence consiste à développer la production de services collectifs non marchands. Les pouvoirs publics peuvent assurer une redistribution en finançant ce type de services. En effet, les services publics sont des services non marchands fournis par des administrations publiques et financés par des prélèvements obligatoires. De même, ces services nécessitent la réunion de deux conditions pour être reconnu notamment, une activité d'intérêt général qui se constitue en lien avec une personne publique.

- La condition première à l'institution d'une activité en service public est son caractère d'intérêt général. Cette notion est extrêmement subjective et donc difficile à définir. Généralement, une activité d'intérêt général est une activité qui a pour but la satisfaction des besoins collectifs. Elle a été limitée à quelques services publics jugés essentiels à la collectivité (eau, électricité, transport urbains...). Par la suite, cette notion s'est étendue aux nouveaux besoins de la population (la protection sociale...).

- La satisfaction d'une activité d'intérêt général exige l'intervention d'une personne publique. En effet, la création d'un service public est réservée à l'État ou aux collectivités territoriales conformément aux besoins de la population. En outre, La relation entre les deux peut être directe ou indirecte. La relation sera directe lorsque la personne publique gère elle-même l'activité et indirecte lorsqu'elle conserve le pouvoir de contrôle et confie la gestion à une autre personne distincte d'elle.

Pour la question de financement du service public, il existe trois modalités notamment, les impôts, la tarification et dans une certaine mesure les fonds privés. La dernière modalité participe indirectement au financement des services publics notamment lorsqu'il existe des Partenariats Public Privé (PPP) ou des délégations. Sauf que la question du coût de financement ne s'est posée avec acuité que récemment, après-guerre, la prise en charge des besoins économiques et sociaux a été assurée par l'Etat à travers les impôts, par la suite l'évolution démographique, sociale et économique à engendrée une augmentation naturelle des besoins en services publics chose qui peut se heurter un besoin de financement croissant pour fournir un service public démocratiquement géré, amélioré qualitativement, présent et accessible partout sur le territoire.

1.3. La diversité des théories de la politique de redistribution

Différentes théories de la redistribution ont été élaborées. Elles constituent autant de grilles de lecture des inégalités et de fondements possibles pour des actions visant à assurer une plus grande égalité sociale dans certains domaines.

1.3.1. L'utilitarisme

L'utilitarisme fondée par Jeremy Bentham¹⁰ (1748-1832) et qui s'est développée à la fin du XVIII^{ème} siècle. Bentham a donné une forme méthodique au principe d'utilité et a essayé de l'adopter à des problématiques politiques, législatives ou de justice.

Selon le principe de l'utilité, toute action doit être approuvée ou désavouée en fonction de sa tendance à augmenter ou à réduire le bonheur des parties affectées par l'action. Dans ce sens, cette doctrine propose un modèle de justice sociale où le choix le plus juste est celui qui maximise la somme des bonheurs individuels de la société.

Or, pour un même niveau de bien-être, plusieurs distributions sont possibles : dans l'absolu, le bien-être collectif peut atteindre son niveau maximal, tout en ne procurant du bien-être qu'à un seul individu. Les inégalités économiques et sociales sont donc acceptées par les utilitaristes. L'utilitarisme est fondé sur 3 principes à savoir¹¹ :

- Conséquentialisme : les conséquences d'une action sont la seule base permettant de juger de la moralité de l'action. La même action peut être morale ou immorale selon ses conséquences.

- Principe de maximisation : l'utilitarisme demande de maximiser le bien-être général.

- Rationalisme : la moralité d'un acte est basée sur l'évaluation de son utilité. Il suppose le calcul des conséquences d'un acte, et d'évaluer son impact sur le bien-être des individus.

1.3.2. Le libertarisme

Le libertarisme se définit par l'idée que l'individu est absolument propriétaire de lui-même et par conséquent, les produits de son travail n'appartiennent qu'à lui seul. Partant de l'un des représentants de la doctrine libertarienne à savoir Robert Nozick, ce philosophe américain n'a pas apprécié l'ouvrage de Rawls « théorie de la justice », et en réaction, il a décidé d'écrire un ouvrage provocant « Anarchie, Etat et Utopie » en 1974. Par ailleurs, Nozick n'est pas le seul à défendre le libertarisme, d'autres auteurs ont prouvé cette doctrine notamment Charles Murray, David Friedman.

Comme tous les libertariens, Nozick n'admet pas que l'Etat intervient dans les affaires sociales et économiques de la société. Selon lui, l'Etat providence viole le principe de la propriété de soi. L'Etat est donc injuste puisqu'il prélève des impôts pour une redistribution des richesses. A la suite de ce principe global de propriété de soi, Nozick¹² dégage quatre sous principes qui en découlent :

¹⁰ **J. Bentham**, An Introduction to the Principles of Morals and Legislation, Bowring I, p. iii et 149 ; A General View of a Complete Code of Laws, Bowring III

¹¹ **Christophe Salvat, (2020)**, « L'utilitarisme », La Découverte, p : 128

¹² **Dang Ai-Thu (2016)**. « Libéralisme et justice sociale : la clause lockéenne des droits de propriété ». *Revue française d'économie*, volume 10, n°4, 1995. Pp : 205-238

- Principe 1 : le principe d'acquisition originelle, il écrit « les individus ont le droit de s'approprier des choses qui n'appartenaient à personne ».

- Principe 2 : le principe de transfert : toute personne peut devenir propriétaire légitime d'un objet en le fabriquant ou en l'acquérant du fait d'une transaction libre avec la personne qui en était auparavant le propriétaire légitime.

- Principe 3 : Proviso lockéen ou clause lockéenne : ce principe stipule que toute appropriation demeure légitime si et seulement si elle laisse suffisamment de ressources aux autres.

Toute distribution est juste si elle respecte ces trois principes, autrement dit, si « tout le monde est habilité à la possession des objets qu'il possède ». Des lors, seule est légitime la distribution qui découle de l'accord contractuel entre les parties.

En conséquence, la redistribution des ressources pour les plus démunis est considérée proprement injuste et illégitime. Si les deux principes respectivement l'acquisition originelle et le principe de transfert n'ont pas été respectés. L'appel au principe de rectification est nécessaire.

- Principe 4 : principe de rectification : les transferts injustes peuvent être rectifiés par des transferts compensatoires qui eux-mêmes créent des titres de propriété. Ce principe vise à réparer les vols de terres, les servitudes dans l'histoire, ceux liés à la colonisation et à l'esclavage par exemple.

Pour Nozick, l'Etat providence-redistributeur est en conséquence conçu comme le principal acteur de l'injustice et il doit se limiter à ses fonctions régaliennes de sécurité.

1.3.3. Le Marxisme

La conception marxiste de la redistribution implique une égalité des résultats et des traitements entre les individus. En d'autres termes, cette conception met l'accent sur l'égalité des situations pour guider les décisions politiques. En effet, La critique marxiste remet radicalement en cause la distinction entre égalité de droit et égalité de situation. Pour Karl Marx, l'égalité de droit n'est qu'une égalité formelle et, même dans une société démocratique, elle ne sert qu'à masquer la domination d'une classe sociale sur une autre.

Pour MARX, le mode de production capitaliste produit des rapports de production entre deux classes¹³ : la bourgeoisie et les prolétaires, ce rapport se manifeste par le fait que la bourgeoisie possède les moyens de production et exploite la deuxième classe qui vend leur force de travail contre un salaire de misère.

En conséquence, la bourgeoisie et le prolétariat forment des classes sociales voire des groupes sociaux antagonistes, ces groupes forment une classe en soi d'individus ayant les mêmes conditions de vie, un revenu comparable et un même style de vie. Or, quand ce groupe prend une conscience de classe alors ils forment ce que Marx appelle une classe pour soi d'individus conscients de leurs intérêts

¹³ Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, (2009), « Sociologie de la bourgeoisie », La Découverte

communs, et ils vont se mobiliser pour les défendre. Pour Marx, la mobilisation des individus d'une classe sociale (classe pour soi) pour défendre ses intérêts communs va provoquer une lutte de classes.

En effet, Marx dénonce les droits « bourgeois » que défendent les libéraux et libertariens et affirme que dans un système capitaliste, la société est obligatoirement conflictuelle car les intérêts des classes sont antagonistes et les rapports sociaux restent des rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation et c'est cette lutte des classes qui est le moteur du changement social.

1.3.4. L'égalitarisme libéral

L'égalitarisme libéral est un courant plus récent que le marxisme, qui entend donner une assise théorique alternative à des politiques redistributives. Rawls auteur d'une « théorie de la justice »¹⁴ (1971), Hayek, théoricien du « mirage de la justice sociale »¹⁵ (1976) et Amartya Sen l'auteur de « l'idée de justice »¹⁶ (2009) ont dominé les débats sur la justice sociale.

En effet, les démocraties libérales ont privilégié le respect des libertés, parfois au détriment de l'égalité, tandis que les régimes socialistes ont restreint les libertés au nom de l'égalité. Rawls envisage une solution à ce dilemme : une société juste doit s'appuyer sur des principes qui garantissent la liberté et l'équité. Il propose de considérer la justice sociale comme un contrat social imaginaire que passeraient les membres d'une société dans des conditions particulières qui les empêchent de favoriser leurs propres intérêts. Les individus sont donc placés selon cette position originelle sous un « voile d'ignorance » et réfléchissent aux grands principes devant régir la vie en société. Rawls, cherche à rapprocher deux principes qui s'opposent souvent, mais qui sont au cœur de l'idéal démocratique : la liberté et l'égalité.

- Le principe de liberté : chaque individu doit avoir accès aux mêmes libertés, et la liberté de chacun doit être compatible avec la liberté des autres membres de la société.

- Le principe de différence : certaines différences peuvent être tolérées dans une société juste, à deux conditions :

1. Les seules inégalités acceptables sont celles qui ne sont pas le fruit d'inégalités des chances.

2. Les inégalités sont justifiées lorsqu'elles permettent d'améliorer la situation des plus désavantagés.

Hayek rejette avec force l'expression « justice sociale » développée par Rawls¹⁷. Pour Hayek, la justice sociale qui vise une égalité des situations est une erreur puisqu'elle part de l'attribution des malheurs économiques des individus à l'injustice de l'ordre économique. Cet ordre est le produit du jeu de forces du

¹⁴ John Rawls (1987 et 1997), « Théorie de la justice », Seuil, Cambridge, Massachusetts, ÉU

¹⁵ Hayek (1976), « Le mirage de la justice sociale » est le sous-titre du tome 2

¹⁶ Amartya Sen (2010), « L'Idée de justice », Penguin Books Ltd, Flammarion en France

¹⁷ Claude Gamel (2008), « Hayek et Rawls sur la justice sociale : les différences sont-elles "plus verbales que substantielles" ? », Cahiers d'économie Politique /1 (n° 54), PP : 85- 120

marché et la mauvaise situation d'une personne dans l'ordre économique n'est pas liée à aucune volonté particulière.

Pour que la société soit juste, Hayek exige une égalité des droits, car cette dernière permet d'obtenir grâce au fonctionnement libre du marché la meilleure situation optimale, appelée optimum de Pareto.

Amartya Sen, quant à lui, s'oppose partiellement à la théorie de Rawls et affirme qu'il est illusoire de s'intéresser aux inégalités de situation car la multiplicité des variables pertinentes, notamment la richesse et les ressources ou autres, impose toujours de faire un choix qui nie d'autres inégalités. Toutefois, il a introduit le critère de « capacité » pour observer la justice dans une société. Ce critère signifie la liberté qu'a un individu de choisir entre différentes vies possibles et d'atteindre la vie qu'il juge digne d'atteindre. En d'autres termes, une société démocratique juste est selon Sen une société dans laquelle chacun dispose de capacités indépendamment des inégalités de situation.

Ainsi, à travers cette revue de littérature systématique, nous avons réalisé une analyse critique des différentes théories qui portent sur la politique de redistribution dans ses relations avec la politique fiscale et la protection sociale. En se basant sur cette analyse, nous allons tenter de répondre à notre problématique dans la deuxième partie de cet article.

2. L'impact du système fiscal et de la protection sociale sur la politique de redistribution au Maroc

L'étude de l'impact du système fiscal et de la protection sociale sur la politique marocaine de redistribution sera effectuée à l'aide de la revue de littérature systématique réalisée dans la première partie de ce travail. En effet, les différentes théories et travaux scientifiques traitant la problématique de l'impact du système fiscal et de la protection sociale sur l'efficacité de la politique de redistribution en général seront confrontés à la réalité marocaine pour tenter d'apporter des éléments de réponse à la même question posée dans le contexte marocain actuel.

Le Maroc est en train d'entreprendre un véritable chantier de réforme fiscale par la mise en place dans le cadre de la loi des finances 2021 de la contribution professionnelle unique. Cette nouvelle réforme constitue un contributeur principal dans le financement des projets sociaux notamment la généralisation de la protection sociale.

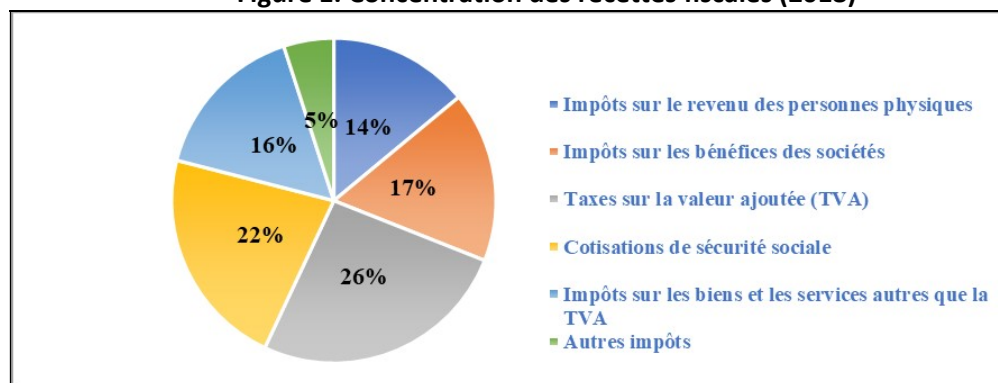
2.1. Contribution du système fiscal à la redistribution au Maroc

Depuis l'indépendance, le système fiscal marocain suit la logique de la multiplicité des impôts cédulaires directs et indirects, tout en envisageant des avantages fiscaux modulés en fonction des régions et des secteurs d'activités. De même, à partir de 1984, la réforme fiscale a été essentiellement caractérisée par ses principes, ses objectifs, et même ses recettes.

En pratique, cette réforme a conduit à l'établissement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA, 1986), l'impôt sur les sociétés (IS, 1988) et l'impôt général sur le revenu (IGR, 1990). En termes de structure, les recettes fiscales sont concentrées

sur taxes sur la valeur ajoutée (26%), cotisations de sécurité sociale (22%), impôts sur les bénéfices des sociétés (17%) et impôts sur le revenu des personnes physiques (16%) qui représentent en moyenne 79% de la totalité des recettes fiscales.

Figure 1. Concentration des recettes fiscales (2018)

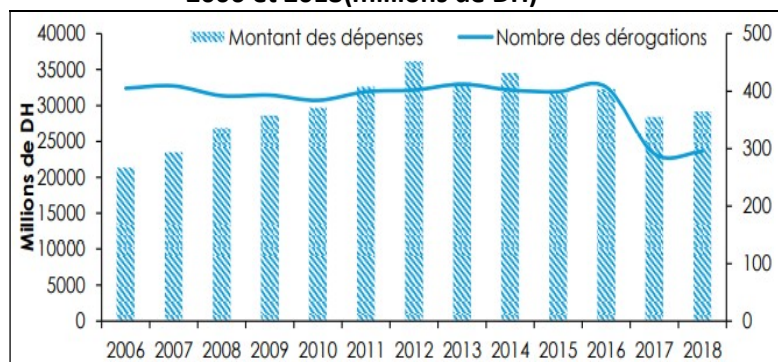


Source: Données de l'OCDE, 2018.

Aujourd'hui, on constate que le système fiscal marocain continue de présenter des difficultés qui limitent le potentiel de recettes fiscales à savoir :

a. Les niveaux élevés des dépenses fiscales : En effet, le rapport sur les dépenses fiscales en 2019 présente 293 incitations fiscales dérogatoires qualifiées en dépenses fiscales en 2019. Ces dérogations se justifient sous forme d'exonérations totales, partielles ou temporaires, de réductions, de déductions, de facilités de trésorerie, de taxations forfaitaires et d'abattements. En termes d'évolution, les dépenses fiscales sont passées de 21,4 milliards en 2006 à 27,7 milliards en 2019 avec un pic de 36,3 milliards pour 402 dérogations enregistré en 2012¹⁸.

Figure 2. Evolution du montant et du nombre des dépenses fiscales entre 2006 et 2018(millions de DH)



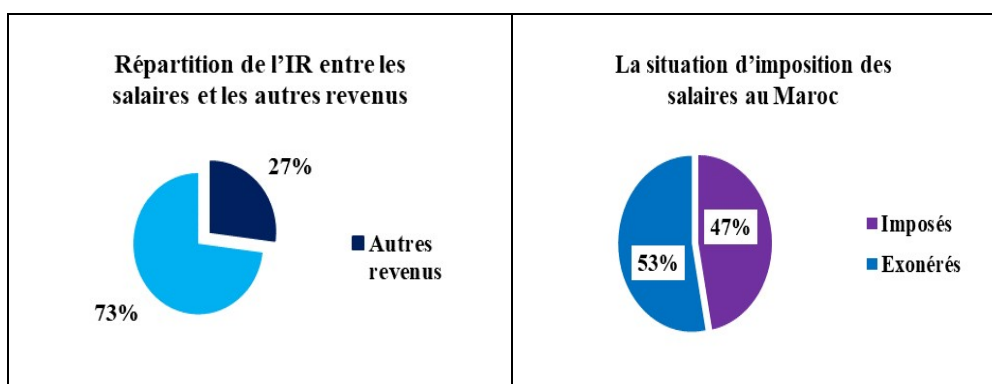
Source : Rapport sur les dépenses fiscales, PLF-2020.

¹⁸ Rapport sur les dépenses fiscales, PLF-2020

b. L'existence d'un important secteur informel : Au Maroc, le secteur informel pèse considérablement dans le marché de travail et au niveau de certaines activités productives. Selon l'enquête nationale réalisée par l'HCP entre 2013 et 2014, la part du secteur informel dans le volume total des emplois créés s'élève à 28,7%, et sa contribution au PIB a atteint 11%¹⁹. Chose qui affirme que l'économie informelle crée un manque à gagner à la fois fiscal et sur le volet des cotisations sociales pour l'Etat²⁰.

c. La concentration des impôts sur une minorité de contribuables : Prenant l'exemple de l'IR, les statistiques officielles font état d'une contribution de l'ordre de 73% des salariés au total de l'IR du Maroc. Soit seulement 27% de contribution à la fois pour les revenus professionnels, fonciers, agricoles et des capitaux. De même, la situation des salaires au Maroc est telle que 53% des salariés sont exonérés de l'IR en raison d'un revenu très faible. Cette situation fait que la pression de l'IR est supportée essentiellement par les revenus moyens et la classe moyenne.

Figure 3. Répartition de l'IR entre les salaires et les autres revenus ainsi que la situation d'imposition des salaires au Maroc



Source: Ministère de l'Economie et des Finances.

d. La fraude et l'évasion fiscale : Le Maroc souffre de ce phénomène vu son ouverture économique et de la présence de plusieurs sociétés internationales sur son territoire qui profitent de mécanismes d'optimisation pour subir le moins d'impôts. L'OCDE estime le manque à gagner causé par ces pratiques entre 100 et 240 milliards de dollars par an, soit l'équivalent de 4 à 10% des recettes issues de l'impôt sur les sociétés dans le monde.

¹⁹ Haut-commissariat au plan, Enquête nationale sur le secteur informel 2013/2014, 2018

²⁰ AÏT LEMQEDDEM H. & TOMAS M. (2019) « l'économie informelle au Maroc : quelles mesures pour une intégration dans l'économie organisée ? » Revue Internationale

L'analyse du comportement des finances publiques au Maroc, fait apparaître une amélioration remarquable des recettes du Trésor public sur la période allant de 2000 à 2018 en passant de 81,4 à 233,3 milliards de dirhams, soit un rythme de croissance annuel moyen de 6,2%. Toutefois, le contexte particulier de la Covid 19 a dévoilé au grand jour la fragilité de ce modèle de financement du Trésor public. En effet, la dépendance vis-à-vis du système fiscal pour le financement de l'Etat a fait que les recettes ont largement baissé à cause des restrictions sur l'activité économique liées à la situation épidémiologique. (Les recettes fiscales ont affiché une baisse de -4% en avril 2020 et -7,9% en mai 2020 en glissement annuel).

L'indicateur majeur de performance d'un système fiscal réside dans sa force à couvrir les dépenses du pays²¹. En revanche, de ce point de vue nous pouvons affirmer que le système fiscal est loin d'être performant. Dans la mesure où sa capacité à couvrir les dépenses publiques se dégrade d'une année à l'autre. De même, la part des recettes fiscales dans les dépenses du budget général de l'Etat (BGE) présente une alarmante tendance à la baisse et ce depuis le début des années 2000. Cette dégradation de « l'Autosuffisance fiscale » justifie le recours intensif à la dette qui a atteint en 2018 des niveaux record de l'ordre de 80% du PIB (sans inclure la dette intérieure des EEP).

La réforme du système fiscal constitue une priorité nationale pour l'ensemble des acteurs, compte tenu du rôle que joue l'impôt dans le financement des politiques publiques, la préservation de l'équilibre financier et macro-économique, en tant que levier au service du développement économique, social et environnemental et facteur pour la résorption des inégalités sociales et spatiales.

A cet effet, les Assises Nationales de la Fiscalité tenues en 2019 ont émis plusieurs recommandations pour la réforme fiscale qui constituent des orientations stratégiques, visant la mise en place d'un système fiscal efficace, juste, équitable et équilibré en tant que levier structurant pour le financement de l'économie nationale, permettant de mobiliser le plein potentiel fiscal pour le financement des politiques publiques et favorisant aussi bien le développement économique que l'inclusion et la cohésion sociales.

La loi de finance pour l'année 2021 a mis en place un nouveau système d'imposition marqué par la mise en place de la contribution professionnelle unique. En effet, dans le cadre de la simplification des procédures en matière d'impôt sur le revenu, les dispositions fiscales de la Loi de Finances pour l'année 2021 ont remplacé le régime du bénéfice forfaitaire par le régime de la Contribution Professionnelle Unique²².

Sur le plan social, cette nouvelle réforme fiscale va permettre aux commerçants relevant du régime de la CPU de bénéficier progressivement de l'assurance maladie obligatoire (AMO), des prestations sociales, de la retraite et de

²¹ Fall Hafid (2017), « La fiscalité dans tous ses états », L'harmattan

²² DGI, « notice explicatif de la CPU 2021 »

l'indemnité de perte d'emploi, après leur adhésion au régime de la sécurité sociale conformément à la législation en vigueur et paiement des droits complémentaires. Cette réforme fiscale s'inscrit dans le cadre d'un chantier global de l'Etat social et représente un contributeur principal dans le financement des projets sociaux notamment la généralisation de la protection sociale.

2.2. L'impact de la généralisation de la protection sociale sur la redistribution des richesses au Maroc

La protection sociale constitue l'un des moyens et des domaines d'actions prioritaires de l'Etat dans la mesure où elle permet à la fois de réduire les différentes vulnérabilités économiques et sociales et de garantir le bien-être de la population. Selon la définition adoptée par l'Initiative d'Evaluations Inter-Agences de la Protection Sociale (ISPA), « la protection sociale désigne un ensemble de politiques et de programmes destinés à prévenir et à protéger tous les individus — et plus particulièrement les groupes vulnérables — contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale au cours des différentes étapes de la vie »²³.

Le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) a adopté une définition semblable à celle-ci en considérant la protection sociale comme « l'ensemble de dispositifs assurantiels et solidaires, de sécurité sociale et d'assistance, contributifs et non contributifs, garantissant une capacité de soins et de revenus à toutes les personnes et tout au long de leur cycle de vie »²⁴.

Le système de protection sociale marocain est aujourd'hui à la fois bismarckien et beveridgien, fondé sur une combinaison de certains de leurs principes jugés favorables dans le but d'améliorer la protection sociale nationale. Dans ce sens, le système se compose d'un système de sécurité sociale qui est contributif (CNSS, CNOPS, ...), d'un système partiellement contributif (RAMED), et d'un système non-contributif (Tayssir, Kafala, établissements de protection sociale pour les personnes en difficulté...). Ces composantes ont été introduites au fur et à mesure en réponse à des problèmes et questions spécifiques.

Selon l'article 31 de la constitution marocaine 2011 : « L'Etat, les établissements publics et les collectivités territoriales œuvrent à la mobilisation de tous les moyens à disposition pour faciliter l'égal accès des citoyennes et des citoyens aux conditions leur permettant de jouir des droits : aux soins de santé, à la protection sociale, à la couverture médicale et à la solidarité mutualiste ou organisée par l'Etat, ... ».

Cet article affirme que l'Etat se trouve dans l'obligation de faciliter aux citoyens le droit d'accès aux soins de santé, à la couverture médicale et à la protection sociale. A cet effet, conscient des redondances dans les solutions destinées à certaines catégories sociales ainsi que l'exclusion ou la faible couverture d'autres, le Maroc entame une véritable réforme sociale afin d'appuyer

²³ Initiative d'Evaluations Inter-Agences de la Protection Sociale (ISPA), 2016

²⁴ Commission des Affaires Sociales et de la Solidarité (2018), « La protection sociale au Maroc Revue, bilan et renforcement des systèmes de sécurité et d'assistance sociales », Maroc

sur les programmes jugés pertinents et efficaces, de passer à la réforme de ceux qui ne contribuent pas ou peu à la réalisation des objectifs assignés, d'élargir la couverture aux populations qui en ont réellement besoin et de présenter un mode de gouvernance qui assure la cohérence, l'efficacité et la performance du système dans sa globalité.

La généralisation de la protection sociale permet l'intégration du secteur informel dans le tissu économique national, de façon à assurer la protection de la classe ouvrière et de ses droits²⁵. En effet, ce chantier a pour objectifs la généralisation d'abord de l'assurance maladie obligatoire de base durant les années 2021 et 2022, par l'élargissement de l'assiette des bénéficiaires de cette assurance en incluant les catégories vulnérables (les ramedistes) et la catégorie des professionnels et travailleurs indépendants et personnes non-salariées, qui exercent une activité libérale.

Ce chantier vise également la généralisation des allocations familiales durant les années 2023 et 2024, en permettant aux ménages non bénéficiaires, de toucher des indemnités couvrant les risques liés à l'enfance ou des indemnités forfaitaires.

De même, il s'agit de l'élargissement, en l'an 2025, de l'assiette des adhérents aux régimes de retraite pour inclure les personnes exerçant un emploi sans aucune pension, à travers la mise en application du système des retraites propre aux catégories des professionnels et travailleurs indépendants et personnes non-salariées qui exercent une activité libérale.

Il vise également la généralisation en 2025 de l'indemnité pour perte d'emploi afin de couvrir toute personne exerçant un emploi stable, par la simplification des conditions pour bénéficier de cette indemnité et l'élargissement de l'assiette des bénéficiaires.

En ce qui concerne les mécanismes de financement, ce chantier social d'envergure est fondé sur deux mécanismes, un mécanisme basé sur les cotisations, réservé principalement aux personnes bénéficiant d'une capacité contributive, pour un total de 28 milliards de dirhams, et un mécanisme de solidarité, réservé aux personnes démunies qui porte sur un montant de 23 milliards de dirhams, ce qui représente un défi majeur pour le budget de l'Etat.

Avant 2005, la couverture médicale ne dépassait pas 16%. Actuellement, grâce à ce chantier Royal, le Maroc a pu élargir la couverture médicale de base pour atteindre en 2020 environ 70.2% de la population marocaine.

Ce chantier requiert un effort continu et rigoureux de suivi dans la durée. De même sa mise en œuvre efficace nécessite des compétences et des aptitudes nouvelles, autant en termes techniques qu'en termes organisationnels, des mécanismes de pilotage et d'appui performants, et des changements de conceptions et de représentations. Chose qui affirme que le fonctionnement traditionnel de l'Etat, s'avère moins pertinent et peu adapté aux évolutions récentes et encore moins au monde à venir, marqué par l'incertitude.

²⁵ CGEM (Avril 2018), « L'économie informelle : impacts sur la compétitivité des entreprises », Maroc
Dossiers de Recherches en Economie et Gestion : Dossier 10, N° 1 : Mars 2022

2.3. Vers une meilleure politique de redistribution fondée sur une fiscalité équitable et une protection sociale généralisée au Maroc

La pauvreté et les inégalités continuent à s'accroître dans les statistiques officielles mais aussi dans le quotidien des citoyens marocains. De même, l'indice de GINI, le baromètre des inégalités, continue à présenter un niveau stable avec un score de 39,5 en 1998 et de 40 deux décennies après. Or, sans une amélioration profonde à la fois du système fiscal marocain et de la philosophie de la protection sociale, aucun des objectifs de la politique de redistribution ne pourra être atteint en termes de lutte contre les inégalités et l'assurance d'une justice sociale. La nécessité fait loi aujourd'hui de :

- La mobilisation et la valorisation du potentiel fiscal : par l'élargissement d'abord de l'assiette fiscale pour couvrir le potentiel fiscal non encore fiscalisé. En effet, la BAM et DEPF situent le potentiel fiscal entre 6 et 7%, donc il est jugé important d'analyser l'état actuel de l'assiette fiscale pour conclure les composantes de l'assiette qui ne sont pas imposés, très mal imposés ou sous imposés.

La valorisation du potentiel fiscal se fait, par la rationalisation des dépenses fiscales étant donné qu'elles représentent des montants importants notamment en raison de leur nombre et de leur caractère reductible. De même, la taxation des hauts revenus et des hautes fortunes figure parmi les actions nécessaires pour valoriser le potentiel fiscal, limiter le creusement des inégalités et alléger la pression exercée sur les faibles et moyens revenus.

- L'orientation de dépenses publiques vers les secteurs sociaux : Le modèle de financement du Trésor public marocain s'appuie essentiellement sur le système fiscal. Ainsi, l'amélioration de l'efficacité du système fiscal est conditionnée par le fait de rendre ce système un levier de l'investissement public dans des projets procurant des avantages sensibles pour tous : les hôpitaux publics de qualité, l'école publique, ou encore une couverture sociale généralisée. Le contexte Covid-19 a fait la preuve de la nécessité d'améliorer les investissements dans les secteurs sociaux notamment la santé et l'éducation.

- L'amélioration de la gouvernance du système fiscal marocain : Cette amélioration passe par la formalisation des procédures de concertation entre les différents intervenants et par l'instauration des outils de partage systématique des données. Par ailleurs, les décisions en matière de fiscalité notamment comment, quoi et qui taxer, sont importantes pour que la société soit financée au moindre coût possible. Dans ce sens, Le projet de loi-cadre n°69-19 relatif à la réforme fiscale vient redresser les dysfonctionnements du système fiscal notamment en matière d'efficacité et d'équité.

- La généralisation de la protection sociale : La mise en place de systèmes intégrés et généralisés de protection sociale au Maroc contribue efficacement à l'amélioration de la politique de redistribution.

En somme, Il devient clair que la politique marocaine de redistribution ne peut plus continuer à fonctionner sauf si le Maroc a la volonté de réformer son

système fiscal, qui ne doit en aucun cas être traité comme une réforme technique mais comme une réforme politique d'ampleur, dans la mesure où elle impacte d'un côté les ménages et le tissu productif, et de l'autre côté, les mécanismes de réaffectation et de redistribution de la richesse.

Conclusion

Dans ce travail, nous avons tenté d'évaluer les effets des politiques économiques en matière fiscale et de protection sociale sur la politique de redistribution au Maroc. Les premiers résultats de cette analyse ont montré que :

- Le système fiscal marocain continue de présenter des limites et des difficultés notamment en matière de transparence, de cohérence, de gouvernance et encore d'équité²⁶, ce qui limite sa contribution en tant qu'un indicateur capital de redistribution²⁷ des ressources pour répondre aux besoins fondamentaux et prioritaires des marocains. La mise en place du régime fiscal de la contribution professionnelle unique permet de réduire le poids du secteur informel et de contribuer au financement de la couverture sociale.

- La généralisation de la couverture sociale quant à elle représente un chantier d'envergure qui est à même d'améliorer la fonction redistributive de l'Etat. Aujourd'hui, le financement de ce chantier pose problème, et la possibilité d'augmenter les dépenses effectivement consacrées à ce système reste conditionnée par la volonté politique, les ressources disponibles et le rang de priorité accordé par les pouvoirs publics à ce projet.

- Ainsi, la réforme des mécanismes de la redistribution, à savoir le système fiscal et le système de protection sociale, apparaît clairement comme une nécessité pour aboutir à une meilleure politique de redistribution.

En se basant sur ces réponses théoriques et descriptives, il nous semble très intéressant de réaliser une enquête statistique et adopter une méthode quantitative pour évaluer l'impact de la politique fiscale et la protection sociale sur la redistribution au Maroc.

Références bibliographiques

Amartya Sen (2010), « L'Idée de justice », Penguin Books Ltd, Flammarion en France

AÏT LEMQEDDEM H. & TOMAS M. (2019) « l'économie informelle au Maroc : quelles mesures pour une intégration dans l'économie organisée ? » Revue Internationale

Brice Magdalou (2020), « Quels déterminants aux préférences pour la redistribution ? », Revue française d'économie 2020/1 (Vol. XXXV), PP : 51 – 9

²⁶ **Commission Permanente chargée des Affaires Economiques et des Projets Stratégiques (2019)** « Un Système Fiscal, pilier pour le Nouveau Modèle de Développement », Maroc

²⁷ **Piketty Thomas (2015)**, *L'économie des inégalités. La découverte*

- CGEM (Avril 2018)**, « L'économie informelle : impacts sur la compétitivité des entreprises », Maroc
- Christophe Salvat, (2020)**, « L'utilitarisme », La Découverte, p : 128
- Claude Gamel (2008)**, « Hayek et Rawls sur la justice sociale : les différences sont-elles "plus verbales que substantielles" ? », Cahiers d'économie Politique /1 (n° 54), PP : 85- 120
- Commission des Affaires Sociales et de la Solidarité (2018)**, « La protection sociale au Maroc Revue, bilan et renforcement des systèmes de sécurité et d'assistance sociales », Maroc
- Commission Permanente chargée des Affaires Economiques et des Projets Stratégiques (2019)** « Un Système Fiscal, pilier pour le Nouveau Modèle de Développement », Maroc
- Dang Ai-Thu (2016)**. « Libéralisme et justice sociale : la clause lockéenne des droits de propriété ». Revue française d'économie, volume 10, n°4, 1995. Pp : 205-238
- DGI**, « notice explicatif de la CPU 2021 »
- Fall Hafid (2017)**,« La fiscalité dans tous ses états », L'harmattan
- Georges CLEMENCEAU (1841-1929)**, cité par Stéphane Bern, « Secrets d'histoire », mars 2018
- Gosta Esping-Andersen (1990)**, « Les trois mondes de l'État-providence », édition originale, PUF, 2007
- Haut-commissariat au plan**, Enquête nationale sur le secteur informel 2013/2014, 2018
- Hayek (1976)**, « Le mirage de la justice sociale » est le sous-titre du tome 2
- Initiative d'Évaluations Inter-Agences de la Protection Sociale (ISPA), 2016**
- J. Bentham**, An Introduction to the Principles of Morals and Legislation, Bowring I, p. iii et 149 ; A General View of a Complete Code of Laws, Bowring III
- Jean-Marie Monnier (2012)**, « La justice fiscale entre tensions et débats ». Pouvoirs Locaux : les cahiers de la décentralisation / Institut de la décentralisation, Institut de la décentralisation, pp.54-58
- John Rawls (1987 et 1997)**, « Théorie de la justice », Seuil, Cambridge, Massachusetts, ÉU
- Mathieu Lefèbvre, Pierre Pestieau(2017)**, « L'État-providence : Défense et illustration », Presses Universitaires de France
- Michel Pinçon, Monique Pinçon-Charlot, (2009)**, « Sociologie de la bourgeoisie », La Découverte
- Pierre-Marie Combe et Pierre-Marie Cusset (1974)**, Petit vocabulaire économique
- Philippe Mossé,(2017)**, « Bismarck et Beveridge : des prototypes aux archétypes », Après-demain 2017/2 (N ° 42, NF), pages 12 à 14
- Piketty Thomas (2015)**, L'économie des inégalités. La découverte
- Piketty Thomas (2019)**, « Capital et idéologie », Le Seuil, Paris
- Rapport sur les dépenses fiscales, PLF-2020**
- William Beveridge**, « Full employment in a free society », « Du travail pour tous dans une société libre », Domat Monschrétien, 1945, 459 p

Liste des figures

Figure 1 : Concentration des recettes fiscales (2018)

Figure2 : Evolution du montant et du nombre des dépenses fiscales entre 2006 et 2018 (millions de DH).

Figure 3 : Répartition de l'IR entre les salaires et les autres revenus ainsi que la situation d'imposition des salaires au Maroc